



# **ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES**

**BOCHURE DE CONVOCATION**

**24 MAI 2016  
A 11 HEURES  
AU SIEGE SOCIAL  
400, BOULEVARD GONTHIER D'ANDERNACH  
67400 – ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN**

TRANSGENE  
Société anonyme au capital social de  
**88 195 793,51 €**  
N° 317 540 581 Registre de Commerce de Strasbourg  
Siège social : 400 boulevard Gonthier d'Andernach – 67400 Illkirch-Graffenstaden  
**Avis de réunion valant avis de convocation**

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**

Mmes et MM. les actionnaires de la société Transgene sont convoqués le 24 mai 2016 à 11H00 en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

**Ordre du jour**

Partie ordinaire :

- 1) Rapports comprenant notamment le rapport de gestion du conseil d'administration sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2015 et le rapport sur les conditions d'organisation des travaux du conseil et le contrôle interne conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce ;
- 2) Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice 2015 ;
- 3) Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2015 ;
- 4) Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
- 5) Rapport spécial des commissaires aux comptes au titre de l'article L. 225-235 du Code de commerce ;
- 6) Approbation de conventions réglementées autorisées par le conseil d'administration ;
- 7) Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2015;
- 8) Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2015 ;
- 9) Quitus aux administrateurs ;
- 10) Affectation du résultat ;
- 11) Conseil d'administration : renouvellements des mandats des mandats d'administrateurs arrivant à échéance : MM Jean-Luc Bélingard, Jean-Pierre Bizzari, Jean-François Labbé et Mme Laurence Zitvogel ; nouveau mandat d'administrateur : M. Antoine Béret ;
- 12) Mandats des commissaires aux comptes : renouvellement des mandats de la société Ernst & Young et Autres, commissaire aux comptes titulaire et de la société Auditex, commissaire aux comptes suppléants ; nomination de la société Grant Thornton, commissaire aux comptes titulaire et de la société IGEC, commissaire aux comptes suppléant ;
- 13) Autorisation au conseil d'administration pour opérer sur les actions de la Société ;
- 14) Pouvoirs.

Partie extraordinaire :

- 1) Réduction du capital social motivée par des pertes antérieures par réduction de la valeur nominale des actions – Modification corrélative des statuts ;
- 2) Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'émettre un maximum de 19 272 700 actions, soit une augmentation du capital social de la société d'un montant nominal maximum de 19 272 700 euros, par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
- 3) Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'émettre un maximum de 15 418 960 actions, soit une augmentation du capital social de la société d'un montant nominal maximum de 15 418 960 euros, par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- 4) Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social de la société au profit d'investisseurs qualifiés ou appartenant à un cercle restreint d'investisseurs avec suppression du droit préférentiel de souscription à leur profit ;
- 5) Détermination du prix d'émission des actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite annuelle de 10% du capital ;

- 6 Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation de capital social de la société avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
- 7) Autorisation donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription pour rémunérer les apports de titres en cas d'offre publique d'échange ou d'apport en nature portant sur des titres de sociétés ;
- 8) Autorisation donnée au conseil d'administration d'émettre des actions et/ou des titres donnant accès au capital social de la société et dont la souscription serait réservée aux salariés de la société adhérents au plan d'épargne d'entreprise ;
- 9) Autorisation de réduction du capital par annulation d'actions propres détenues par la société ;
- 10) Autorisation d'attribuer gratuitement des actions de la société aux dirigeants et aux membres du personnel salarié de la société et du groupe avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- 11) Pouvoirs.

## Résolutions

### Partie ordinaire :

**Première résolution (Approbaton des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2015)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion établi par le conseil d'administration et du rapport du Président joint au rapport de gestion, du rapport général des commissaires aux comptes et des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015, approuve les comptes sociaux dudit exercice, qui font apparaître une perte d'un montant de 45 006 493,89 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée générale prend acte de l'absence de dépenses non déductibles visées à l'article 39.4 du Code général des impôts.

**Deuxième résolution (Approbaton des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur la gestion du groupe établi par le conseil d'administration, du rapport général des commissaires aux comptes et des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2015, approuve les comptes consolidés dudit exercice, qui font apparaître une perte d'un montant de 46 373 950,86 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

**Troisième résolution (Approbaton du rapport spécial des commissaires aux comptes)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes en exécution de l'article L. 225-40 du Code de commerce, prend acte des conventions nouvelles relevant des dispositions de l'article L. 225-38 dudit code conclues au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, et approuve les termes de ce rapport.

**Quatrième résolution (Quitus aux administrateurs)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, reconnaît que le conseil d'administration s'est conformé aux prescriptions du Code de commerce en ce qu'elles concernent les sociétés. Elle donne à chacun des administrateurs quitus de sa gestion au titre de l'exercice dont elle vient d'approuver les comptes.

**Cinquième résolution (Affectation du résultat)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de 45 006 493,89 euros au compte "Report à nouveau" dont le montant s'élèvera ainsi à la somme de 535 050 617,48 euros. L'assemblée générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué lors des trois précédents exercices.

**Sixième résolution (Approbaton de conventions conclues avec les sociétés Advanced Biosciences Laboratories, Inc. « ABL » et ABL Europe SAS)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du

rapport spécial des commissaires aux comptes approuve et tant que de besoin les conditions dans lesquelles les conventions avec ABL et ABL Europe ont été conclues, les actionnaires concernés ne prenant pas part au vote.

**Septième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, constate l'expiration du mandat d'administrateur Monsieur Jean-Luc Bélingard. Elle décide le renouvellement du mandat de cet administrateur pour la durée fixée à l'article 12 des statuts, soit pour une durée de trois ans qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

**Huitième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, constate l'expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Pierre Bizzari. Elle décide le renouvellement du mandat de cet administrateur pour la durée fixée à l'article 12 des statuts, soit pour une durée de trois ans qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

**Neuvième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, constate l'expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-François Labbé. Elle décide le renouvellement du mandat de cet administrateur pour la durée fixée à l'article 12 des statuts, soit pour une durée de trois ans qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

**Dixième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, constate l'expiration du mandat d'administrateur de Madame Laurence Zitvogel. Elle décide le renouvellement du mandat de cet administrateur pour la durée fixée à l'article 12 des statuts, soit pour une durée de trois ans qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

**Onzième résolution (Nouveau mandat d'administrateur)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, constate l'expiration du mandat d'administrateur de Monsieur Arnaud Fayet. Elle décide la nomination de Monsieur Antoine Béret en remplacement de Monsieur Arnaud Fayet, pour la durée fixée à l'article 12 des statuts, soit pour une durée de trois ans qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

**Douzième résolution (Renouvellement d'un commissaire aux comptes)** - L'assemblée générale constate l'expiration à la date de la présente assemblée, du mandat de la société Ernst & Young et Autres, en qualité de commissaire aux comptes titulaire. L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, renouvelle pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021, le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société Ernst & Young et Autres, 1-2 Place des Saisons. 92400 Courbevoie –Paris La Défense.

**Treizième résolution (Renouvellement d'un commissaire aux comptes suppléant)** - L'assemblée générale constate l'expiration à la date de la présente assemblée, du mandat de la société Auditex, en qualité de commissaire aux comptes suppléant. L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, renouvelle pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021, le mandat de commissaire aux comptes suppléant de la société Auditex, 1-2 Place des Saisons. 92400 Courbevoie –Paris La Défense.

**Quatorzième résolution (Nomination d'un commissaire aux comptes)** - L'assemblée générale constate l'expiration à la date de la présente assemblée, du mandat de la société Commissariat Contrôle Audit, en qualité de commissaire aux comptes titulaire. L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide la nomination de la société Grant Thornton, 44, quai Charles de Gaulle, 69006 Lyon, en qualité de commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

**Quinzième résolution (Nomination d'un commissaire aux comptes suppléant)** - L'assemblée générale constate l'expiration à la date de la présente assemblée, du mandat de la société Diagnostic Révision Conseil, en qualité de commissaire aux comptes titulaire. L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, décide la nomination de la société IGEC, 3, rue Léon Jost, 75017 Paris, en qualité de commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

**Seizième résolution (Autorisation au conseil d'administration pour opérer sur les actions de la société)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide d'adopter le programme de rachat d'actions ci-après décrit et à cette fin, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter les actions de la société ,

- décide que les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :
  - le nombre maximal d'actions pouvant être achetées en vertu de cette autorisation ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions composant le capital social de la Société et, pour ce qui concerne les acquisitions réalisées en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, 5 % du nombre total d'actions composant le capital social de la Société, étant précisé que (i) ces limites s'appliquent à un montant du capital social de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée et (ii) lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »), le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ; et

- les acquisitions réalisées par la Société ne pouvant en aucun cas l'amener à détenir, à quelque moment que ce soit, directement ou indirectement, plus de 10 % de son capital social.

- décide que les actions pourront être achetées en vue :
  - d'assurer l'animation du marché par un prestataire de service d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF ;
  - de conserver en vue de remettre ultérieurement ses actions à titre de paiements ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe initiées par la société ;
  - de remettre ses actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par conversion, exercice, remboursement ou échange à l'attribution d'actions de la société, dans le cadre de la réglementation boursière ;
  - d'annuler les titres afin notamment d'accroître la rentabilité des fonds propres et le résultat par action, et/ou de neutraliser l'impact dilutif pour les actionnaires d'opérations d'augmentation de capital ; cet objectif étant conditionné par l'adoption d'une résolution spécifique par l'assemblée générale extraordinaire ;
  - d'allouer des actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de l'attribution d'actions gratuites, de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ;
  - de réaliser toute autre finalité autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou reconnue ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'AMF ; dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué ;
- fixe à 25 € par action le prix maximum d'achat, et décide que le montant maximum des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions ne pourra dépasser quatre-vingt seize millions trois cents dix-neuf mille neuf cents vingt euros (96 319 920 €);
- délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 du Code de commerce, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération

portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;

- décide que ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers, notamment des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré ou par le recours à des bons et ce, dans les conditions autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date des opérations considérées et aux époques que le conseil d'administration de la Société ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera ; la part maximale du capital social acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme ;
- en outre, confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 du Code de commerce, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et notamment pour passer tous ordres en bourse ou hors-marché, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans les conditions législatives et réglementaires applicables, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes, en particulier l'AMF et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire aux fins de réalisation des opérations effectuées en application de la présente autorisation ;
- confère également tous pouvoirs au conseil d'administration, si la loi ou l'AMF venait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de porter à la connaissance du public, dans les conditions légales et réglementaires applicables, les modifications éventuelles du programme concernant les objectifs modifiés ;
- confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation pour, notamment :
  - conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions ;
  - effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et de tous autres organismes ;
  - effectuer toutes formalités ;
- décide que la présente autorisation est donnée pour une durée maximum de dix-huit mois à compter de la présente assemblée.

Le conseil d'administration informera l'assemblée générale ordinaire annuelle des opérations réalisées en application de la présente autorisation.

**Dix-septième résolution (Pouvoirs)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

Partie extraordinaire :

**Dix-huitième résolution (Réduction du capital social motivée par des pertes antérieures par réduction de la valeur nominale des actions - Modification corrélative des statuts).**—L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, du rapport des commissaires aux comptes établi conformément à l'article L. 225-204 du Code de commerce, des comptes annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 tels qu'approuvés par la première résolution de la présente assemblée générale, et après avoir constaté que ces comptes annuels font apparaître un capital social de 88.195.793,51 euros, une perte de 45 006 493,89 euros affectée au compte "report à nouveau" d'un montant négatif de 490 044 123,59 euros (portant ce dernier à 535 050 617,48 euros, conformément à la cinquième résolution de la présente assemblée générale) ;

- décide, conformément à l'article L. 225-204 du Code de commerce, de réduire, avec effet immédiat, le capital social d'un montant de 49 650 396,51 euros pour le ramener de 88 195 793,51 euros à 38 545 397 euros par

- voie de réduction d'un montant unitaire de 1,28810183 euro de la valeur nominale des 38 545 397 actions composant le capital de la Société, ainsi réduite de 2,28810183 euros à 1 euro par action ;
- décide d'imputer le montant de la réduction du capital, soit 49 650 396,51 euros, sur les pertes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 affectées au compte "report à nouveau" (conformément à la cinquième résolution de la présente assemblée générale) dont le montant se trouve ainsi ramené de 535 050 617,46 euros à 485 400 221,97 euros ;
- en conséquence, décide de modifier l'article 6 des statuts comme suit :
- "Le capital social est de 38 545 397 euros ; il est divisé en 38 545 397 actions de un euro de valeur nominale chacune, toutes de la même catégorie, souscrites en numéraire et entièrement libérées."*

***Dix-neuvième résolution (Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires)*** - L'assemblée générale, statuant dans les conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, sous réserve de l'adoption de la dix-huitième résolution par la présente assemblée, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et L. 228-92 du Code de commerce :

- délègue au conseil d'administration, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions ordinaires de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société (y compris par attribution gratuite de bons de souscription d'actions), ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaie quelconque ou établies par référence à plusieurs monnaies ;
- La délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée ;
- décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à un maximum de 19 272 700 actions, représentant une augmentation du capital social d'un montant nominal maximum de 19 272 700 euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et le cas échéant, aux stipulations contractuelles, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions ;
  - décide, en outre, que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital social susceptibles d'être ainsi émises ne pourra excéder 50 millions d'euros en nominal (ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies) ;
  - décide que les actionnaires ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution ;
  - décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le conseil pourra offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
  - constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès à des actions ordinaires de la société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit immédiatement ou à terme ;
  - délègue tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente délégation, fixer le prix de souscription des valeurs mobilières à émettre, et modifier les statuts en conséquence ;
  - prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet à hauteur des montants non utilisés.

***Vingtième résolution (Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription)*** - L'assemblée générale, statuant dans les conditions du quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, sous réserve de l'adoption de la dix-huitième résolution par la présente assemblée connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-92 du Code de commerce :

- délègue au conseil d'administration, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions ordinaires de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaie quelconque ou établie par référence à plusieurs monnaies ;

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée ;

- décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à un maximum de 15 418 960 actions, représentant une augmentation du capital social d'un montant nominal maximum de 15 418 960 euros, ce montant s'imputant sur le plafond fixé dans la dix-huitième résolution et que s'ajoutera à ce montant, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions ;

- décide, en outre, que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être ainsi émises ne pourra excéder 50 millions d'euros en nominal (ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies) ;

- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces titres qui seront émis conformément à la législation et de conférer au conseil d'administration le pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un droit de priorité pour les souscrire en application des dispositions des articles L. 225-135 du Code de commerce ;

- décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la société pour chacune des actions émises ou à émettre, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription ou d'attribution d'actions ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société, du prix d'émission desdits bons ou valeurs mobilières, sera au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission et ce, que les valeurs à émettre de manière immédiate ou différée, soient ou non assimilables aux titres de capital déjà émis ;

- constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès à des actions ordinaires de la société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit immédiatement ou à terme ;

– délègue tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente délégation, fixer le prix de souscription des valeurs mobilières à émettre, et modifier les statuts en conséquence ;

- prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet à hauteur des montants non utilisés.

***Vingtième-et-unième résolution (Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social de la société au profit d'investisseurs qualifiés ou appartenant à un cercle restreint d'investisseurs avec suppression du droit préférentiel de souscription à leur profit)*** - L'assemblée générale, statuant dans les conditions du quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, sous réserve de l'adoption de la dix-huitième résolution par la présente assemblée connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-136 du Code de commerce et de l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier :

- délègue au conseil d'administration, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions ordinaires de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaie quelconque ou établie par référence à plusieurs monnaies, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'investisseurs qualifiés ou appartenant à un cercle restreint d'investisseurs, tels que définis par l'article D. 411-1 du Code monétaire et financier (ci-après dénommés les « Bénéficiaires ») ;

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée ;

- décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;



- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à un maximum de 20% du capital social (étant précisé que cette limite de 20% s'apprécie à quelque moment que ce soit, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée et compte non tenu du montant nominal du capital susceptible d'être augmenté par l'exercice de tous droits et valeurs mobilières déjà émis et dont l'exercice est différé), ce montant venant s'imputer sur le plafond prévu à la vingtième résolution ;
- décide, en outre, que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être ainsi émises ne pourra excéder 50 millions d'euros en nominal (ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies) à la date de la décision d'émission ;
- décide de supprimer, en faveur des Bénéficiaires, le droit préférentiel de souscription des actionnaires pour les actions pouvant être émises en vertu de la présente délégation ;
- constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès à des actions ordinaires de la société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit immédiatement ou à terme ;
- décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la société pour chacune des actions émises ou à émettre après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription ou d'attribution d'actions ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société, du prix d'émission desdits bons ou valeurs mobilières, sera au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission et ce, que les valeurs à émettre de manière immédiate ou différée soient ou non assimilables aux titres de capital déjà émis ;
- délègue tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente délégation, fixer le prix de souscription des valeurs mobilières à émettre, choisir librement les investisseurs qualifiés ou les investisseurs compris dans le cercle restreint d'investisseurs tels que définis par la loi et modifier les statuts en conséquence ;
- prend acte de ce que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet à hauteur des montants non utilisés.

***Vingt-deuxième résolution (Détermination du prix d'émission des actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite annuelle de 10% du capital)*** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément à l'article L. 225-136 1° deuxième alinéa du Code de commerce, et dans la limite de 10 % du capital social par an au moment de l'émission (étant précisé que cette limite de 10% s'apprécie à quelque moment que ce soit, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations, l'affectant postérieurement à la présente assemblée et compte non tenu du montant nominal du capital susceptible d'être augmenté par l'exercice de tous droits et valeurs mobilières déjà émis et dont l'exercice est différé) :

- autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société, après prise en compte des opportunités de marché, à un prix au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours de clôture de l'action de la Société sur Euronext Paris au cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, cette moyenne pouvant le cas échéant être corrigée pour tenir compte des différences de date de jouissance et être éventuellement diminuée d'une décote maximum de 20%;
- précise que les trois dernières séances de bourse ci-dessus seront celles qui précéderont immédiatement la fixation du prix d'émission des actions, fixation qui a lieu, le cas échéant, au terme de la période durant laquelle les investisseurs passent des ordres de souscription, fermes ou indicatifs (période dite de "bookbuilding") et donc au vu du prix figurant dans ces ordres ;

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée ;

- prend acte de ce que le conseil d'administration pourra appliquer la présente résolution aussi bien dans le cadre de la vingtième que de la vingt-et-unième résolutions, notamment dans le cadre d'émissions de valeurs mobilières dites « au fil de l'eau » ;
- prend acte de ce que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le conseil d'administration établira un rapport complémentaire certifié par les commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation de l'actionnaire. ;
- prend acte de ce que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

**Vingt-troisième résolution (Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation de capital social de la société avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions du quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, en cas d'adoption des dix-neuvième, vingtième et vingt-et-unième résolutions, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée, à augmenter, conformément à l'article R. 225-118 du Code de commerce ou toute autre disposition applicable, sur ses seules décisions dans la limite du plafond global fixé par la dix-neuvième résolution, dans un délai de trente (30) jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale et dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, le nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation du capital social de la société avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, décidées en application des , dix-neuvième, vingtième et vingt-et-unième résolutions.

**Vingt-quatrième résolution (Autorisation donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription pour rémunérer les apports de titres en cas d'offre publique d'échange ou d'apport en nature portant sur des titres de sociétés)** - L'assemblée générale, statuant dans les conditions du quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide que les émissions prévues à la vingtième résolution adoptée par la présente assemblée pourront, le cas échéant, servir à rémunérer des titres qui seraient apportés à la société selon la procédure de l'offre publique d'échange effectuée conformément aux dispositions des articles L. 225-148 du Code de commerce.

De même, l'assemblée générale autorise, durant la même période de vingt-six (26) mois, le conseil d'administration à décider, sur le rapport du commissaire aux apports, de procéder, dans le cadre de la délégation donnée par la vingtième résolution à une ou plusieurs augmentations de capital, dans la limite de 10% de son capital social (étant précisé que cette limite de 10% s'apprécie à quelque moment que ce soit, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée et compte non tenu du montant nominal de capital susceptible d'être augmenté par l'exercice de tous droits et valeurs mobilières déjà émis et dont l'exercice est différé), en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables.

Constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès à des actions ordinaires de la société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit immédiatement ou à terme. Dans tous les cas, le montant des augmentations de capital effectuées en vertu de la présente résolution s'impute sur le plafond prévu par la dix-neuvième résolution adoptée par la présente assemblée.

Décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente résolution et notamment pour arrêter la liste des valeurs mobilières apportées, approuver ou réduire l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, fixer la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser et constater le nombre de titres apportés à l'échange.

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Prend acte de ce que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

**Vingt-cinquième résolution (Autorisation donnée au conseil d'administration d'émettre des actions et/ou des titres donnant accès au capital social de la société et dont la souscription serait réservée aux salariés de la société)**

**adhérents au plan d'épargne d'entreprise )** - L'assemblée générale, statuant dans les conditions du quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du Travail et des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce, et conformément aux dispositions de ce même code :

- délègue au conseil d'administration, pour une durée de vingt-six (26) mois à partir de la présente décision, tous pouvoirs à l'effet de procéder à l'augmentation de capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, par émission d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la société réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise des entreprises françaises ou étrangères liées à la société dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et L. 3344-1 du Code du Travail, dans la limite de 100 000 actions nouvelles à émettre ;

- décide que le prix de souscription des actions nouvelles ne pourra être inférieur à la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil d'administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du conseil d'administration ;

- décide que les caractéristiques des autres titres donnant accès au capital de la société seront arrêtées par le conseil d'administration dans les conditions fixées par la réglementation ;

- décide de supprimer, en faveur des salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, le droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles l'émission des actions ou autres titres donnant accès au capital prévu dans la présente résolution donnera droit immédiatement ou à terme, et de renoncer à tout droit aux actions ou autres titres qui seraient attribués par application de la présente résolution ;

- décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet notamment de :

- fixer les caractéristiques des titres à émettre, des montants proposés à la souscription, et notamment arrêter les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur,
- constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ou des autres titres émis en vertu de la présente autorisation,
- le cas échéant, imputer les frais des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ou des autres titres émis en vertu de la présente autorisation,
- conclure tous accords, accomplir directement ou par mandataire toutes opérations et modalités en ce compris procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et modifications corrélatives des statuts et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ;

d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

**Vingt-sixième résolution (Autorisation de réduction du capital par annulation d'actions propres détenues par la société)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions par la société, visée à la seizième résolution de la présente assemblée générale, dans sa partie ordinaire,

- autorise le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce, à annuler, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tout ou partie des actions de la société que celle-ci détiendrait au titre de toute autorisation d'achat d'actions de la société présente ou future, conférée au conseil d'administration par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social par période de vingt-quatre (24) mois et à réduire corrélativement le capital social, étant rappelé que cette limite de 10 % s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée ;

- autorise le conseil d'administration à imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- lui donne tous pouvoirs pour fixer les conditions et modalités, réaliser et constater la ou les réduction(s) de capital consécutive(s) aux opérations d'annulation autorisées par la présente résolution, passer les écritures comptables correspondantes, procéder à la modification corrélative des statuts, et d'une façon générale, pour accomplir toutes formalités nécessaires.

Cette autorisation est donnée pour une durée de dix-huit (18) mois.

**Vingt-septième résolution (Autorisation d'attribuer gratuitement des actions de la société aux dirigeants et aux membres du personnel salarié de la société et du groupe avec renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes ;

autorise le conseil d'administration, conformément et dans les conditions prévues par les dispositions des articles L 225-197-1 à L 225-197-5 du Code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des dirigeants sociaux et des membres du personnel salarié de la société ou de certaines catégories d'entre eux, ainsi qu'aux membres du personnel salarié des sociétés ou des groupements d'intérêt économique liés à la société dans les conditions prévues à l'article L 225-197-2 du Code de commerce, à l'attribution gratuite d'actions de la société à émettre ;

- décide que le nombre total des actions qui pourront être attribuées ne pourra excéder 600 000 actions.

- autorise le conseil d'administration, à procéder, dans la limite fixée à l'alinéa précédent à l'attribution d'actions à émettre par voie d'augmentation de capital ; dans ce cas, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à augmenter par incorporation de réserves le capital social du montant nominal maximum correspondant au nombre d'actions attribuées, et prend acte que, conformément à la loi, l'attribution des actions aux bénéficiaires désignés par le conseil d'administration emporte, au profit desdits bénéficiaires, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription sur les actions à émettre.

- décide :

- que le Conseil d'administration fixera, lors de chaque attribution, (i) une période d'acquisition à l'issue de laquelle l'attribution d'actions nouvelles deviendra définitive, et/ou (ii) une période d'obligation de conservation qui court à compter de l'attribution définitive des actions nouvelles, sous réserve des durées minimales prévues par la loi ; le Conseil d'administration aura la faculté de choisir entre ces deux possibilités et de les utiliser alternativement ou concurremment; toutefois, dans l'hypothèse de l'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article 341-4 du Code de la sécurité sociale (ou leur équivalent dans un droit étranger applicable), les actions lui seront attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition restant à courir, lesdites actions étant alors librement cessibles ;

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, dans les limites ci-dessus fixées, à l'effet :

- de déterminer l'identité des bénéficiaires, ou la ou les catégories de bénéficiaires des attributions d'actions, étant rappelé qu'il ne peut être attribué d'actions aux salariés détenant chacun plus de 10% du capital social, et que l'attribution d'actions gratuites ne peut avoir pour effet de faire franchir à chacun de ces derniers le seuil de détention de plus de 10% du capital social,
- de répartir les droits d'attribution d'actions en une ou plusieurs fois et aux moments qu'il jugera opportuns,
- de fixer les conditions et les critères d'attribution des actions, tels que, sans que l'énumération qui suit soit limitative, les conditions d'ancienneté, les conditions relatives au maintien du contrat de travail ou du mandat social pendant la durée d'acquisition, et toute autre condition financière ou de performance individuelle ou collective,
- de déterminer les durées définitives de la période d'acquisition et, le cas échéant, de durée de conservation des actions dans les limites fixées ci-dessus par l'assemblée,
- d'inscrire les actions gratuites attribuées sur un compte nominatif au nom de leur titulaire, mentionnant l'indisponibilité, et la durée de celle-ci,
- de doter une réserve indisponible, affectée aux droits des attributaires, d'une somme égale au montant total de la valeur nominale des actions susceptibles d'être émises par voie d'augmentation de capital, par prélèvements des sommes nécessaires sur toutes réserves dont la société a la libre disposition,

- de procéder aux prélèvements nécessaires sur cette réserve indisponible afin de libérer la valeur nominale des actions à émettre au profit de leurs bénéficiaires, et d'augmenter en conséquence le capital social du montant nominal des actions gratuites attribuées,
- en cas d'augmentation de capital, de modifier les statuts en conséquence, et de procéder à toutes formalités nécessaires,
- en cas de réalisation d'opérations financières visées par les dispositions de l'article L. 228-99, premier alinéa, du Code de commerce, pendant la période d'acquisition, de mettre en œuvre, s'il le juge opportun, toutes mesures propres à préserver et ajuster les droits des attributaires d'actions, selon les modalités et conditions prévues par ledit article et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement.

Conformément aux dispositions des articles L 225-197-4 et L 225-197-5 du Code de commerce, un rapport spécial informera chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées conformément à la présente autorisation.

L'assemblée générale fixe à trente-huit (38) mois le délai pendant lequel le conseil d'administration pourra faire usage de la présente autorisation.

L'assemblée générale prend acte que la présente autorisation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet et dont le Conseil d'administration n'a pas fait usage.

**Vingt-huitième résolution (Pouvoirs)** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

\*\*\*

### **Participation à l'assemblée générale**

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut prendre part à l'assemblée générale, y voter par correspondance ou s'y faire représenter.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée générale, soit le 20 mai, à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par Société Générale, mandataire de la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

L'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers est constaté par une attestation de participation délivrée par ces derniers en annexe du formulaire de vote à distance ou de procuration ou de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Les actionnaires au nominatif pur ou administré désirant assister personnellement à l'assemblée devront demander une carte d'admission. En retournant le formulaire à l'appui dans l'enveloppe prépayée jointe dans le pli de convocation ou se présenter le jour de l'assemblée générale directement au guichet spécialement prévu à cet effet munis d'une pièce d'identité.

Les actionnaires au porteur désirant assister personnellement à l'assemblée générale devront demander une carte d'admission auprès de leur intermédiaire financier. Toutefois, si un actionnaire au porteur qui souhaite participer physiquement à l'assemblée générale n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée générale, soit le 20 mai à zéro heure, heure de Paris, il devra demander à son intermédiaire financier de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire.

Il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de communication.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée générale, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- voter par correspondance ;
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire, auquel cas il sera émis un vote favorable aux résolutions présentées ou agréées par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions ;
- donner une procuration à leur conjoint, à un autre actionnaire ou au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou encore à toute personne physique ou morale de son choix.

Tout actionnaire au nominatif souhaitant voter par correspondance ou par procuration devra utiliser le formulaire de vote par correspondance ou par procuration qui lui sera adressé avec la convocation.

Tout actionnaire au porteur pourra télécharger le formulaire depuis le site internet de la société ([www.transgene.fr](http://www.transgene.fr) rubrique « [Investisseurs – Assemblée Générale du 24 mai 2016] » ou pourra l'obtenir auprès de la Société Générale, Service Assemblées Générales, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3, ou de la société, par demande écrite au plus tard six jours avant la date de l'assemblée générale, soit au plus tard le 18 mai.

Le formulaire de vote par correspondance ou par procuration devra être envoyé, par le teneur de compte, accompagné d'une attestation de participation, à la Société Générale à l'adresse suivante : Société Générale, Service Assemblées Générales, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3. Il devra être reçu au plus tard trois jours ouvrés avant la date de l'assemblée générale, soit avant le 20 mai.

Un actionnaire ne peut en principe pas retourner à la fois le formulaire de vote par correspondance et la formule de procuration. En cas de retour de la formule de procuration et du formulaire de vote par correspondance, seul le formulaire de vote par correspondance est pris en considération

Si l'actionnaire retourne le formulaire de vote par correspondance, il n'aura plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'assemblée générale.

### **Questions écrites**

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, tout actionnaire peut poser des questions écrites à compter de la présente insertion. Ces questions doivent être adressées à l'attention du Président du conseil d'administration au siège social de la société, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par courriel à l'adresse électronique suivante : [communication@transgene.fr](mailto:communication@transgene.fr), au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, c'est-à-dire au plus tard le 18 mai à 23h59 heure de Paris. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par Société Générale, mandataire de la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

### **Demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour**

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R. 225-71 du Code de commerce doivent parvenir au siège social, à l'attention du Président du Conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courriel à l'adresse électronique suivante : [communication@transgene.fr](mailto:communication@transgene.fr). Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour doivent parvenir à la société au plus tard le 29 avril jusqu'à 23h59, heure de Paris.

Les demandes d'inscription d'un point à l'ordre du jour sont motivées. Les demandes d'inscription de projets de résolutions doivent être accompagnées du texte des résolutions, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Lorsque le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil d'administration, il est accompagné des renseignements prévus au 5° de l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Les auteurs de la demande d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour justifient, à la date de leur demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée par l'inscription des titres correspondants soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par Société Générale, mandataire de la société, soit

dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité. A cet effet, ils transmettent avec leur demande une attestation d'inscription en compte.

L'examen par l'assemblée générale des points ou des projets de résolutions déposés par les actionnaires dans les conditions réglementaires est subordonné à la transmission par les auteurs de la demande d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres au deuxième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le 20 mai à zéro heure, heure de Paris.

#### **Documents mis à disposition des actionnaires**

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais et conditions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce par simple demande adressée au siège de la société ou à Société Générale. Les documents visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce seront également mis à la disposition des actionnaires au siège social de la société.

L'ensemble des informations et documents relatifs mentionnés à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce pourront également être consultés, au plus tard à compter du vingt-et-unième jour précédant l'assemblée générale, soit le 3 mai, sur le site internet de la société [www.transgene.fr](http://www.transgene.fr) rubrique « Investisseurs – Assemblée Générale du 24 mai 2016 ».

Cet avis tiendra lieu d'avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour ou aux projets de résolution ci-dessus à la suite d'une demande d'inscription points ou de projets de résolutions présentés par les actionnaires ou le comité d'entreprise.

#### **Le conseil d'administration**

## TRANSGENE S.A.

### Exposé sommaire de la situation de la société au cours de l'exercice écoulé (2015)

L'année 2015, a été une année de forts contrastes, marquée par la décision de mettre en œuvre une restructuration stratégique de recentrage de la société sur ses métiers d'expertise, l'externalisation de la fabrication des lots cliniques de ses produits et un plan de sauvegarde de l'emploi concernant la moitié de ses effectifs.

#### ***Une stratégie recentrée et une organisation restructurée.***

Le 29 juin 2015, la Société a annoncé un projet de réorganisation devant lui permettre de concentrer ses moyens sur la recherche et le développement, de réorienter sa stratégie d'intégration verticale en externalisant les activités de bio-production et de développement industriel, et de revoir son organisation, pour préserver la compétitivité de l'entreprise et assurer durablement son avenir et pour se recentrer sur son cœur d'expertise : l'immuno-ingénierie des vecteurs viraux et les développements cliniques. En janvier 2016, la Société a annoncé que ce plan de réorganisation était en voie d'achèvement et qu'il se traduirait par une réduction des effectifs de l'ordre de 50% par rapport aux effectifs de fin 2014 et un coût d'environ 7,5 millions d'euros dont l'impact en trésorerie serait principalement sensible en 2016. La réduction des coûts de fonctionnement générée par la réorganisation est estimée à plus de 15 millions d'euros par an dès cette année.

#### **Développement des principaux produits en 2015**

Les principaux faits marquants et résultats opérationnels en 2015 des produits en développement sont listés ci-après :

- **TG4010** (immunothérapie active ciblée pour le traitement de tumeurs solides exprimant MUC1)
  - Présentation des données de la phase 2b de l'étude TIME en cancer bronchique non à petites cellules (*non small cell lung cancer – NSCLC*) à la réunion annuelle de l'ASCO (*American Society of Clinical Oncology*) et à la Conférence mondiale sur le cancer du poumon
  - Publication des données de TIME dans la revue scientifique *The Lancet Oncology*
  - Présentation à la réunion annuelle de l'ACR (*American Association for Cancer Research*) de nouvelles données précliniques de TG4010 en combinaison avec des bloqueurs de points de contrôle immunitaire (*Immune checkpoint inhibitors – ICIs*)
- **Pexa-Vec** (immunothérapie oncolytique pour le traitement de tumeurs solides)
  - Accord avec la Food and Drug Administration américaine pour une procédure spéciale de revue du protocole clinique (SPA : Special Protocol Assessment) de l'étude de phase 3 PHOCUS en hépatocarcinome avancé (HCC, cancer du foie)
  - Traitement du premier patient dans la phase 3 PHOCUS
  - Accord de développement et de commercialisation avec SillaJen, Inc. révisé afin de rationaliser la conduite des études cliniques du virus oncolytique Pexa-Vec, en cohérence avec les domaines prioritaires d'intérêt de chacun des partenaires. SillaJen prend à présent la responsabilité de la conduite opérationnelle de cette étude. Transgene conserve la responsabilité des demandes d'autorisation de mise sur le marché ainsi que les droits de commercialisation dans ses territoires. Dans ce cadre, Transgene paiera à SillaJen un montant fixe global de six millions de dollars sur quatre années, avec un premier versement cette année. Aux termes du contrat initial, Transgene assumait tous les coûts de développement dans ses territoires. Transgene a restitué à SillaJen les droits relatifs aux pays du Moyen-Orient, à la Russie, à l'Ukraine, au Belarus et à la Turquie, ce qui lui permet de se recentrer sur son principal territoire d'intérêt, l'Europe. De plus, la société initiera, indépendamment, une étude exploratoire évaluant Pexa-Vec en combinaison avec nivolumab pour le traitement du HCC. Transgene assumera



l'ensemble des coûts de cette étude, ainsi que de toute autre étude exploratoire qu'elle mènera indépendamment

- **TG1050** (traitement de l'hépatite B chronique)
  - Présentation de nouvelles données précliniques à la réunion annuelle du congrès international sur le foie (*The International Liver Congress™*)
  - Initiation de la première étude clinique chez des patients chroniquement infectés par le virus de l'hépatite B

Les principales nouvelles attendues pendant l'exercice 2016 sur les produits en développement sont les suivantes :

- TG4010 : initiation d'études cliniques de phase 2 de TG4010 en combinaison avec des bloqueurs de points de contrôle immunitaire (ICI), en première et en seconde ligne de traitement du cancer bronchique non à petites cellules. De plus, les données prometteuses de TG4010 accumulées à ce jour permettent désormais d'envisager la possibilité de déposer un dossier d'Autorisation de Mise sur le Marché conditionnelle (Conditional Marketing Approval – CMA) en Europe. L'évaluation des conditions de mise en œuvre d'un tel projet et de l'étude de phase 3 associée est en cours ;
- Pexa-Vec : initiation d'études de phase 1/2 de Pexa-Vec en cancer du foie et différents types de cancers en combinaison avec des ICI dans les douze mois ;
- TG1050 : premiers résultats de sécurité de l'étude de phase 1 chez des patients atteints d'hépatite B chronique ;
- TG6002 (immunothérapie oncolytique pour le traitement de tumeurs solides): initiation d'une première étude chez l'Homme dans le glioblastome ;
- TG4001 : évaluation dans les cancers avancés induits par l'infection par le virus du papillome humain (HPV) en combinaison avec des ICI.

La Société déploie également un programme de recherches pour la conception et le développement d'un produit d'immunothérapie active contre la tuberculose, y compris la tuberculose résistante aux antibiotiques. Plusieurs candidats potentiels ont été générés et sont actuellement en évaluation pour la sélection du meilleur d'entre eux et son passage en développement. Ce programme d'immunothérapie contre la tuberculose fait l'objet d'un partenariat avec la société américaine Emergent Biosolutions et bénéficie d'une subvention du NIH.

### **Commentaires sur les résultats financiers consolidés pour 2015**

Les états financiers consolidés pour 2015 se caractérisent principalement par :

- Une consommation nette de trésorerie en baisse de 22,5%, ramenée à 34,8 millions d'euros, contre 44,9 millions d'euros en 2014
- 32,1 millions d'euros de dépenses de recherche et développement en 2015, comparé à 41,7 millions d'euros en 2014
- 7,5 millions de coûts de restructuration en 2015
- 46,4 millions de perte nette y compris coûts de restructuration, comparé à une perte de 48,6 millions d'euros en 2014.

Au 31 décembre 2015, le groupe disposait de 31,7 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie.

### **Produits d'exploitation**

Durant les périodes sous revue, les revenus des accords de collaborations et de licence ont essentiellement compris les éléments suivants :

- des prestations de recherche et développement pour des tiers (dont Emergent Biosolutions, Inc., pour un candidat-produit contre la tuberculose) qui se sont élevées à 0,8 million d'euros en 2015 (1,0 million d'euros en 2014) ; et

- des revenus liés à l'exploitation commerciale de technologies ou produits donnés en licence par Transgene SA, qui se sont élevés à 0,7 million d'euros en 2015 (0,6 million d'euros en 2014).

Au 31 décembre 2015, les financements publics de dépenses de recherche correspondent aux subventions reçues et à recevoir ainsi qu'au crédit d'impôt recherche. Les subventions de recherche se sont élevées à 0,2 million d'euros en 2015 (0,6 million d'euros en 2014).

Le crédit d'impôt recherche (CIR) s'est établi à 7,9 millions d'euros en 2015 (8,8 millions d'euros en 2014). Les bases de dépenses éligibles (nettes de subventions perçues au cours de l'exercice fiscal) se sont élevées respectivement à 25,8 millions d'euros en 2015 et 29,8 millions d'euros en 2014. La diminution des dépenses de recherche et développement éligibles entre 2014 et 2015 (26,9 millions d'euros en 2015 contre 31,2 millions d'euros en 2014), tant sur les dépenses de fonctionnement que sur les dépenses de prestations cliniques et de sous-traitances de recherche, explique la baisse de la base éligible.

### **Charges opérationnelles**

Les dépenses de recherche et développement (« R&D ») se sont élevées à 32,1 millions d'euros en 2015, contre 41,7 millions d'euros en 2014, à périmètre constant. Cette nette baisse est imputable d'une part à la réduction des dépenses de personnel et des coûts de fonctionnement, dans le contexte d'un plan d'économie initié par la société en 2015. D'autre part, les dépenses externes sur les projets ont nettement ralenti au cours de l'exercice 2015.

Les dépenses de personnel affecté à la R&D (salaires, charges et dépenses associées), se sont élevées à 14,6 millions d'euros en 2015, contre 16,1 millions d'euros en 2014. Cette baisse est la conséquence des mesures d'économies prises par la société avant le lancement du PSE, telles que le non remplacement des départs et le non renouvellement des contrats à durée déterminée.

Les dépenses de propriété intellectuelle et les coûts des licences se sont élevées à 1,5 million d'euros en 2015, contre 1,3 million d'euros en 2014.

Les dépenses externes pour les essais cliniques se sont élevées à 4,2 millions d'euros en 2015, contre 7,6 millions d'euros en 2014. Cette nette diminution (-45 %) s'explique par :

- la diminution importante en 2015 du nombre de patients traités dans la partie 2b de l'essai de phase 2b/3 TIME avec TG4010 dans le cancer du poumon suite à la fin d'étude, ainsi que des dépenses de développement des tests compagnons associés (1,5 million d'euros de dépenses externes pour ce produit en 2015, contre 4,8 millions d'euros en 2014),
- la fin en 2014 de l'étude TRAVERSE, un essai clinique de phase 2b avec Pexa-Vec en seconde ligne de cancer du foie avancé (pas de dépenses externes sur ce produit en 2015, contre 1,4 million d'euros en 2014),
- à l'inverse, les lancements des nouveaux essais cliniques de phase 3 avec Pexa-Vec et de phase 1 avec TG1050 ont représenté respectivement 1,7 million d'euros et 0,8 million d'euros de dépenses externes en 2015.

Les autres dépenses externes, dont les dépenses sur projets de recherche et sur projets précliniques ainsi que les dépenses sur projets industriels, se sont élevées à 4,4 millions d'euros en 2015 contre 7,6 millions d'euros en 2014. Cette réduction de dépenses s'explique notamment par le niveau plus faible de dépenses sur les études de toxicologie réglementaire et de sous-traitance de production sur le produit d'immunothérapie TG1050 (0,3 million d'euros de dépenses externes en 2015, contre 1,5 million d'euros en 2014), et sur la construction de l'unité de production commerciale avec Sanofi/Genzyme (1,8 million d'euros de dépenses externes en 2015, contre 2,6 millions d'euros en 2014).

Les dépenses de fonctionnement, dont le coût de fonctionnement des laboratoires de recherche, se sont élevées à 5,1 millions d'euros en 2015, contre 6,7 millions d'euros en 2014.

Les frais généraux se sont élevés à 5,8 millions d'euros en 2015, contre 7,6 millions d'euros en 2014.

### **Autres produits et charges divers, nets**

Les autres charges, nettes, se sont élevées à 7,4 millions d'euros en 2015, contre 1,3 million d'euros en 2014. La décision en juin 2015 d'initier un projet de restructuration de la société a conduit à enregistrer un coût net de restructuration de 7,5 millions d'euros en 2015.

### **Résultat net global**

La perte nette globale (comptes consolidés) s'est élevée à 46,4 millions d'euros en 2015 (48,6 millions d'euros en 2014). La perte nette par action ressortait à 1,20 euro en 2015 (1,26 euro en 2014).

Les comptes annuels font apparaître une perte de 45 006 493,89 euros au titre de l'exercice 2015 (affecté au report à nouveau et portant celui-ci à 535 050 617,48 euros), conduisant à des capitaux propres de 26 057 773,28 euros, inférieurs à la moitié du capital social (88 195 793,51 euros).

### **Liquidités et ressources en capital**

La trésorerie est investie dans des fonds communs de placement monétaires à très court terme ou placée à des conditions de marché dans un pool de trésorerie organisé par l'actionnaire majoritaire de Transgene, l'Institut Mérieux. Au 31 décembre 2015, la Société disposait de 31,7 millions d'euros de trésorerie (65,9 millions d'euros au 31 décembre 2014).

### **Consommation de trésorerie**

Hors augmentation de capital, la consommation de trésorerie de la Société s'est élevée à 34,8 millions d'euros en 2015 (contre 44,9 millions d'euros en 2014).

### **Evolution prévisible :**

Au 31 décembre 2015, la Société disposait de 31,7 millions d'euros de trésorerie. La Société prévoit une consommation de trésorerie courante de l'ordre de 35 millions d'euros sur l'année 2016.

La Société a annoncé en janvier 2016 qu'elle a sécurisé deux sources de financements supplémentaires :

- Un prêt de 20 millions d'euros obtenu auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) dans le cadre du programme IDFF (Infectious Diseases Finance Facility). Ce prêt, d'une durée de 5 ans, avec remboursement différé du capital et des intérêts à partir de la quatrième année, sera versé en deux tranches appelées par la Société.
- Un engagement de son actionnaire de référence, l'Institut Mérieux, d'apporter un financement de l'ordre de 10 millions d'euros, dont les conditions et modalités seront précisées ultérieurement, confirmant ainsi son appui à la stratégie de la société.

\*\*\*

## Exposé sur les projets de résolution

En complément des résolutions ordinaires qui sont soumises à votre vote, nous vous proposerons de bien vouloir statuer, à titre extraordinaire, sur la réduction du capital social par absorption de pertes, le renouvellement des délégations financières votées par l'assemblée générale mixte du 18 juin 2014 le renouvellement de l'autorisation de procéder à l'attribution d'actions gratuites votée en assemblée générale mixte du 11 juin 2015 et une autorisation d'annulation d'actions auto détenues corollaire d'un programme de rachat d'actions.

### **Projets de résolutions à titre ordinaire**

Les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> résolutions soumettent à votre approbation les comptes annuels de Transgene, qui font ressortir une perte de 45 006 493,89 euros et les comptes consolidés du groupe, tels qu'ils ont été arrêtés par le conseil d'administration lors de sa séance du 7 mars 2015.

La 5<sup>ème</sup> résolution porte sur l'affectation de la perte de 45 006 493,89 euros au report à nouveau, portant celui-ci à 535 050 617,48 euros.

Les 3<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> résolutions portent sur les conventions réglementées. Après audition du rapport spécial des commissaires aux comptes (3<sup>ème</sup> résolution), il vous est demandé d'approuver un ensemble de conventions autorisées par le conseil d'administration en 2015 (6<sup>ème</sup> résolution) qui portent sur la cession, dans le cadre de la restructuration stratégique de la société et sa décision d'externaliser la fabrication de ses candidats produits, à la société ABL (détenue à 100% par IMEurope SAS, elle-même détenue à 100% par l'Institut Mérieux) des actifs mobiliers et immobiliers de production pour un montant de 3,5M€.et la conclusion concomitante d'un contrat de prestations de services de 3M€ par an pendant 3 ans. L'intérêt de la Société dans la réalisation de cette opération était de permettre la restructuration envisagée et les économies de coûts de structure correspondantes, tout en sécurisant la continuité de la production de ses lots cliniques sans rupture de site, et avec des opérateurs formés sur ses produits avec le reclassement d'une trentaine de salariés chez ABL. Seuls les administrateurs indépendants ont pris part au vote du conseil d'administration, après avoir entendu le rapport du cabinet d'expertise indépendant sur le caractère équitable et les conditions de cette opération concluant qu'elles ne portaient pas atteinte aux intérêts des actionnaires minoritaires.

La 4<sup>ème</sup> résolution vous propose de donner quitus aux administrateurs de leur gestion.

Les résolutions de la 7<sup>ème</sup> à la 11<sup>ème</sup> concernent les mandats d'administrateur. Cinq mandats arrivent à échéance à l'issue de l'assemblée générale du 24 mai : MM. Bélingard, Bizzari, Fayet et Labbé et Mme Zitvogel. Il vous est proposé de renouveler les mandats de MM. Bélingard, Bizzari et Labbé ainsi que Mme Zitvogel. M. Fayet ne sollicitant pas le renouvellement de son mandat, il vous est proposé de nommer, en remplacement de cet administrateur, M. Antoine Béret qui remplit les critères d'indépendance du code de gouvernance adopté par la société, le code MiddleNext. La durée statutaire des mandats est de trois ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

*Antoine Béret (71 ans, de nationalité française), est directeur général de Genoscience Pharma SAS depuis 2012 et président d'AxeNis. Polytechnicien et Ingénieur des Ponts et Chaussées, M. Béret est le co-fondateur de plusieurs sociétés spécialisées en biomédecine, dont Trophos qu'il a dirigé jusqu'en 2008, Immunotech qu'il a dirigé jusqu'à son rachat en 1996 par Coulter Inc. Après un début de carrière d'ingénieur en travaux publics tant dans le secteur public que privé, il a occupé de 1975 à 1981 un poste de chargé d'affaires au Crédit National en charge du financement de société industrielles et a dirigé et accompagné en tant que 'business angel', la société TxCell en 2001-2002.*

*Jean-Luc Bélingard (67 ans, de nationalité française) est administrateur de la société depuis 2013 ; diplômé d'HEC et titulaire d'un MBA, il est Président –directeur général de bioMérieux SA. Outre cette fonction, il est également administrateur d'Institut Mérieux et d'ABL Inc. (également membre d'Institut Mérieux).*

*Jean-Pierre Bizzari (61 ans, de nationalité française) est administrateur indépendant de la société depuis 2008. Dr en médecine, il a 30 ans d'expérience en développement clinique en oncologie.*

*Benoît Habert (51 ans, de nationalité française) est administrateur indépendant de la société depuis 2000, membre du comité d'audit et président du comité des rémunérations. Titulaire d'un MBA et d'un magistère de juriste d'affaires, il est directeur général délégué de Groupe Industriel Marcel Dassault et exerce plusieurs mandats d'administrateur au sein du Groupe Marcel Dassault, dont le mandat de représentant permanent au conseil d'administration de bioMérieux, ainsi qu'administrateur de MérieuxNutriscience Corp (Etats-Unis).*

*Jean-François Labbé (65 ans, de nationalité française) est administrateur indépendant de la société depuis 2010 et membre du comité d'audit. Diplômé d'HEC, il a 35 années d'expérience en direction financière de sociétés pharmaceutiques en France et à l'étranger et est administrateur de NicOx.*

*Laurence Zitvogel (52 ans, de nationalité française) est administratrice indépendante de la société depuis 2013. Docteur en médecine, elle professeur en immunologie biologie à l'université de Paris-Sud, directeur de recherche à l'INSERM et Co-directeur du centre d'investigations cliniques IGR/Curie/INSERM.*

Les 13<sup>ème</sup>, 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> résolutions portent sur les mandats des commissaires aux comptes, les deux mandats de titulaires et les deux mandats de suppléants arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale du 24 mai. Il vous est proposé de renouveler le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société Ernst & Young et Autres (1-2 place des Saisons, 92 400 Courbevoie – Paris - La Défense) et celui de commissaire aux comptes suppléant de la société Auditex (1-2 place des Saisons, 92 400 Courbevoie – Paris - La Défense). Il vous est également proposé de nommer un nouveau commissaire aux comptes titulaire, la société Grant Thornton (44, quai Charles de Gaulle, 69006 Lyon) en remplacement de la société Commissariat Contrôle Audit), ainsi qu'un nouveau commissaire aux comptes suppléant, la société IGC (3, rue Léon Jost, 75017 Paris), en remplacement de la société Diagnostic révision Conseil. Les mandats des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ont une durée légale de 6 ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

La 16<sup>ème</sup> résolution a pour objet de renouveler l'autorisation, votée en assemblée générale ordinaire du 11 juin 2015 – et dont le conseil n'a pas fait usage- d'opérer sur les titres de la société. L'objectif principal est de permettre la mise en place d'un programme de rachat d'actions en vue d'un éventuel contrat de liquidité. Ce dispositif est encadré par la résolution qui couvre également d'autres affectations possibles des titres en auto-détention, dont leur annulation. Cette dernière possibilité nécessite une résolution corollaire relevant de votre vote dans les conditions des assemblées générales extraordinaires (27<sup>ème</sup> résolution).

La 17<sup>ème</sup> résolution, tout comme la 28<sup>ème</sup> résolution de la partie extraordinaire, a pour objet la réalisation des formalités liées aux résolutions votées.

### ***Projets de résolutions à titre extraordinaire***

Nous vous vous proposons de vous prononcer sur plusieurs résolutions qui ont pour objet de :

- procéder à la réduction du capital social par réduction de la valeur nominale des actions, afin de rétablir la situation au regard des capitaux propres ;
- conférer au conseil d'administration des autorisations lui permettant de procéder, sur ses seules décisions, à des émissions d'actions et de valeurs mobilières se traduisant par une augmentation du capital (délégations financières) ;
- autoriser le conseil à réduire le capital par annulation d'actions détenues par la société ; et
- autoriser le conseil d'attribuer gratuitement des actions de la société aux dirigeants et aux membres du personnel salarié du groupe.

### **Réduction du capital social**

Les comptes annuels dont l'approbation sera soumise à votre vote font apparaître une perte de 45 006 493,89 euros au titre de l'exercice 2015 (affectée au report à nouveau et portant celui-ci à 535 050 617,48 euros),

conduisant à des capitaux propres de 26 057 773,28 euros, inférieurs à la moitié du capital social 88 195 793,51 euros. Afin de régulariser cette situation, dans la 18<sup>ème</sup> résolution, nous vous proposons de réduire le capital social par absorption des pertes au moyen d'une réduction de la valeur unitaire (nominale) des actions. Cette valeur, qui résulte de la conversion en euros du capital social au moment de l'adoption de cette devise, s'établit actuellement à 2,28810183 euros. Cette valeur serait ramenée à 1 euro par action, ramenant le capital social à 38 545 397 euros. Ce résultat serait obtenu par imputation sur le capital social actuel de 88 195 793,51 euros d'un montant de pertes de 49 650 396,51 euros (le report à nouveau s'établissant alors à 485 400 221,97 euros).

### **Délégations financières**

Dans les résolutions de la 19<sup>ème</sup> à la 23<sup>ème</sup>, nous vous proposons de reconduire le dispositif des délégations financières données au conseil d'administration dans les mêmes termes - sous réserve de l'adoption de la réduction du capital exposée ci-dessus- que les autorisations votées par l'assemblée générale du 18 juin 2014, dont le conseil n'a pas fait usage.

Votre conseil vous propose de lui accorder à nouveau des délégations de compétence larges pour procéder à des augmentations de capital, lui donnant ainsi les moyens et la réactivité nécessaires en fonction des besoins de la société et des opportunités de financement qui se présenteraient. Les nouvelles résolutions que nous soumettons à votre approbation prévoient ainsi d'octroyer au conseil d'administration, dans la limite des plafonds strictement définis dans chaque résolution, la plus grande souplesse dans l'intérêt de la société en termes d'opportunités et de délais pour réaliser des opérations en vue de renforcer les capitaux propres de la société. Ces délégations, qui ont toutes une durée de validité limitée à 26 mois à compter de la date de l'assemblée générale, sont les suivantes :

- 1) Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'émettre un maximum de 19 272 700 actions, soit une augmentation du capital social de la société d'un montant nominal maximum de 19 272 700 euros, par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (19<sup>ème</sup> résolution) Le maintien du droit préférentiel de souscription permet aux actionnaires qui l'exercent de ne pas supporter de dilution et aux autres de céder leurs droits de souscription. Le prix d'émission des actions nouvelles est libre.
- 2) Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'émettre un maximum de 15 418 960 actions, soit une augmentation du capital social de la société d'un montant nominal maximum de 15 418 960 euros, par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription (20<sup>ème</sup> résolution) : cette délégation permet au conseil de mener dans un délai rapide une opération de financement sur les marchés financiers. Le prix d'émission des actions nouvelles est encadré par la loi : il doit actuellement être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des 3 derniers jours de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximum de 5%. Toutefois, dans la limite de 10% du capital social par an, le conseil pourra fixer un prix d'émission qui ne pourra être inférieur à la moyenne des cours des trois derniers jours de bourse diminuée d'une décote maximum de 20% (22<sup>ème</sup> résolution).
- 3) Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social de la société au profit d'investisseurs qualifiés ou appartenant à un cercle restreint d'investisseurs avec suppression du droit préférentiel de souscription à leur profit (21<sup>ème</sup> résolution) : cette délégation permet un mode de financement plus rapide et plus simple qu'une augmentation de capital avec offre publique, que ce soit avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription. Les augmentations de capital à ce titre sont limitées à 20% du capital social par an et le prix est encadré comme au 2) ci-dessus.
- 4) Détermination du prix d'émission des actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite annuelle de 10% du capital (22<sup>ème</sup> résolution) : comme indiqué ci-dessus, cette résolution permet de fixer un prix supportant éventuellement une décote maximum de 20%, dans le cas d'opérations

d'augmentation de capital de taille limitée, avec suppression du droit préférentiel de souscription (augmentations au fil de l'eau, placements privés limités...).

- 5) Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation de capital social de la société avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires (23<sup>ème</sup> résolution) : cette résolution permet d'augmenter, dans la limite de 15% de l'émission initialement prévue, la taille de l'augmentation de capital afin de ne pas devoir réduire les souscriptions en cas d'éventuelles demandes excédentaires.
- 6) Autorisation donnée au conseil d'administration pour augmenter le capital social de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription pour rémunérer les apports de titres en cas d'offre publique d'échange ou d'apport en nature portant sur des titres de sociétés (24<sup>ème</sup> résolution) : cette résolution permet notamment la réalisation d'opérations de croissance externe, sans impact sur la trésorerie de l'entreprise.

La 25<sup>ème</sup> résolution répond à l'obligation légale qui faite à l'assemblée générale extraordinaire de se prononcer sur un projet de résolution relatif à une augmentation de capital, réservée au personnel, effectuée dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise. Nous vous soumettons par conséquent une résolution en ce sens avec un plafond de 100 000 titres. Conformément à la loi, votre droit préférentiel de souscription est supprimé dans ce cadre et le prix de souscription des émissions réalisées ne peut être ni supérieur à la moyenne des cours cotés au vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la souscription ni inférieur de plus de 20% à cette moyenne. Il n'existe pas à l'heure actuelle de plan d'épargne d'entreprise qui permette d'accueillir ce dispositif.

#### **Annulation d'actions**

Lors de la partie ordinaire de la présente réunion, nous avons soumis à votre vote une résolution visant à autoriser votre conseil à opérer sur les actions de la société, c'est-à-dire notamment à mettre en place un programme de rachat d'actions. La résolution ordinaire correspondante est rédigée de façon à couvrir plusieurs utilisations des actions éventuellement rachetées, dont l'annulation de celles-ci qui relève de l'assemblée générale extraordinaire. C'est l'objet de la 26<sup>ème</sup> résolution.

#### **Attributions gratuites d'actions**

Nous vous proposons également de renouveler, dans les mêmes termes que ceux votés par l'assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2015, l'autorisation donnée au conseil d'administration à consentir au bénéfice des dirigeants sociaux et des membres du personnel salarié de la Société et du groupe des attributions gratuites d'actions avec renonciation au droit préférentiel de souscription des actionnaires. Le conseil n'a pas fait usage de l'autorisation précédente qui serait annulée au profit de la nouvelle autorisation, afin de la placer dans le champ d'application de la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, qui comporte des dispositions plus favorables à ce dispositif d'association des salariés et dirigeants au capital de la société que le régime antérieur. L'autorisation prévue à la 27<sup>ème</sup> résolution porterait sur un nombre maximum de 600 000 actions, représentant 1,5 % du capital en cas d'émission d'actions nouvelles.

\*\*\*





**DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS**

**Concernant l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2016**

**TRANSGENE**

Je soussigné :

NOM :

Prénom usuel :

Domicile :

Propriétaire de \_\_\_\_\_ actions nominatives,

et de \_\_\_\_\_ actions au porteur,

de la **Société TRANSGENE**

reconnais avoir reçu les documents afférents à l'Assemblée Générale précitée et visés à l'article R..225 - 81 du Code de commerce,

demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2016 tels qu'ils sont visés par l'article R.. 225 -83 dudit Code.

Fait à :

Le : 2016

*Signature*

\*Conformément à l'article R.225-88 du Code de commerce, les actionnaires titulaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R.225-81 et R.225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des assemblées générales ultérieures. Au cas où l'actionnaire désierait bénéficier de cette faculté, mention devra être portée sur la présente demande.

